



Abus sexuels dans l'Eglise: les sénateurs PS pour une commission d'enquête

Paris, 4 oct. 2018 (AFP) -

Le chef de file des sénateurs socialistes Patrick Kanner, qui a reçu jeudi les initiateurs de la pétition pour une enquête parlementaire indépendante sur les abus sexuels dans l'Église en France, soutient la création d'une commission d'enquête sénatoriale.

Reconnaissant que "cette demande ne fait pas l'objet d'un consensus", M. Kanner entend, à défaut de commission "portée par le Sénat", utiliser le "droit de tirage" de son groupe (une fois par session ordinaire).

"L'objectif est d'abord de protéger les victimes" et "nous estimons que ce combat est juste", a-t-il déclaré à l'AFP.

Un groupe de personnalités réunissant des religieux, d'ex-ministres, des avocats et des victimes a lancé récemment un appel, publié dans Témoignage chrétien, pour une telle enquête parlementaire.

Une pétition en ce sens a réuni 25.000 signatures, a indiqué Christine Pedotti, directrice de la rédaction de Témoignage Chrétien, reçue par M. Kanner avec deux autres des initiateurs, Jean-Marc Salvanès et Daniel Lenoir. Étaient également présents les sénatrices PS Laurence Rossignol, ex-ministre de la Famille, et Marie-Pierre de La Gontrie, ainsi que Jean-Pierre Sueur, vice-président PS de la commission des Lois.

"Nous sommes très heureux que cette demande soit saisie si vite et de manière si sérieuse", a déclaré Mme Pedotti à l'issue de l'entretien, soulignant qu'il y a "des victimes qui ne sont pas entendues", des prêtres "qui vivent dans le soupçon" et des catholiques en situation de "malaise".

"Il s'agit de crimes, pas de péchés", a-t-elle affirmé, évacuant l'argument d'une possible entorse à la laïcité. Même son de cloche chez les sénateurs: "les victimes sont civiles" (Mme Rossignol), "on s'occupe de la loi" (M. Sueur), "le Code pénal s'applique à tous" (Mme de La Gontrie).

Côté Assemblée nationale, son président Richard Ferrand (LREM) a fermé la porte mercredi à l'idée de créer lui-même une commission d'enquête parlementaire sur le sujet, comme réclamé la veille par les députés socialistes.

vm/reb/jk/sd

Afp le 04 oct. 18 à 18 08.